

la philosophie de l'histoire. Augustin est le créateur de cette métahistoire. Ainsi la troisième fondation examine-t-elle les effets provoqués par le christianisme dans l'Empire de Rome. Ce sera l'œuvre des philosophes chrétiens que de tenter de concilier la sagesse grecque avec le christianisme. Socrate et Jésus vont ainsi devenir les deux figures exemplaires dominant le monde méditerranéen et occidental, qui animent selon l'auteur « toute la longue durée de notre histoire » (p. 239). Pourquoi cette religion a-t-elle marqué les esprits et les siècles, par le rejet ou l'adhésion ?

La quatrième fondation examine les raisons de ce passage à une ère nouvelle, d'une métamorphose qui s'opère dans l'espace de la ville-monde Rome. C'est une sagesse nouvelle qui est proposée et c'est même une compétition des sagesse, la sagesse gréco-romaine et la sagesse chrétienne, dont saint Augustin est le grand témoin. La sagesse chrétienne instaure un nouveau vivre-ensemble fondé sur la charité et non plus sur la culture, le savoir, la puissance, le rang social, ou la richesse. Ainsi, après Cicéron qui assume l'héritage de la pensée antique de Platon et Aristote, Augustin va-t-il reprendre Cicéron et distinguer la « *res publica christiana* de la *res publica pagana* » (p. 245). Mais c'est sur la figure étrange de saint Paul que s'achève cette équipée dans les fondements de notre histoire, saint Paul comparable à Socrate dans la mesure où comme lui, il s'adresse à tous. Ces quatre fondations dessinent les points de repères institutionnels, constitutionnels, juridiques, aux incidences éthiques qui jalonnent les siècles de l'invention démocratique. L'enjeu est de taille car réfléchir en philosophe politique, « ce n'est pas seulement réfléchir à la question spécifique et technique des pouvoirs, des régimes, des institutions, des systèmes législatifs » (p. 272), mais s'interroger sur ce qui a permis de constituer un vivre-ensemble et les normes qui sous-tendent et organisent ce vivre-ensemble. L'idée est simple : le legs chrétien en fait partie ; il est constitutif des droits modernes même si la laïcisation de ces droits peut gommer la dette envers l'héritage qui leur a donné naissance et consistance. Une modernité créatrice aurait ainsi deux options : reconnaître ce qu'elle doit aux processus de naissances, aux genèses initiales, ou les nier et les faire disparaître de son héritage, au prix d'un mensonge qui risque

d'obérer l'identité même des peuples qui appartiennent à cet héritage, autant que cet héritage leur appartient.

Marion Duvauchel

Lycée français d'Agadir, Maroc
marion.duvauchel@yahoo.fr

Ahmed BOUBEKER, Abdellali HAJJAT, coords,
Histoire politique des immigrations (post)coloniales.
France, 1920-2008.

Paris, Éd. Amsterdam, 317 p.

« Depuis une vingtaine d'années, l'histoire de l'immigration en France est passée du statut d'objet plus ou moins illégitime dans le champ des sciences sociales à celui d'objet relativement reconnu, comme en témoigne la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration », écrit l'éditeur en quatrième de couverture d'*Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008*, un ouvrage coordonné par Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat. Un « objet reconnu » qui ne satisfait pourtant que très imparfaitement les auteurs dont le projet avoué, à travers ce volume, est bien de battre en brèche l'illusion d'une juste place rendue aux « cohortes de bras ramasseurs de poubelles, chair à canon, damnés de la terre ou de l'usine et autre métèques oubliés du grand roman national » (p. 11) dans l'espace public aujourd'hui. Projet militant autant que scientifique. Non, affirment d'emblée les deux chercheurs, le temps de la « muséification de l'histoire de l'immigration » (p. 11) n'est pas encore venu pour une simple et bonne raison : il achoppe encore sur l'immense « patrimoine des luttes sociales et politiques » (p. 11).

C'est précisément ce patrimoine qui constitue l'objet d'un ouvrage construit autour de plus d'une vingtaine de contributions ou entretiens et, surtout, sur une ambition : dégager de sa gangue de constructions *a posteriori* et de bonnes intentions, la mémoire politique des mouvements de toutes natures liés à l'immigration postcoloniale en accordant (enfin) aux immigrants la place de sujets de leur propre histoire qui leur fut longtemps déniée. L'organisation chronologique adoptée, si elle ne facilite pas l'appréhension globale des problématiques proposées en juxtaposant des contributions très diverses, permet cependant la mise en évidence d'une colonne vertébrale unique : la figure de l'immigré comme « catégorie politique » construite par

des acteurs certes divers et précisément « à travers la diversité même de leurs luttes pour la reconnaissance » (p. 15).

La première époque décrite par l'ouvrage est celle de la prise d'autonomie des « damnés de la terre » (p. 19) selon le terme de Frantz Fanon, soit une période allant des lendemains de la Première Guerre mondiale à la Libération. C'est celle des « solidarités anticolonialistes » (p. 21) décrite par Philippe Dewitte à travers son exploration des premières organisations africaines, antillaises et malgaches qui mettent en évidence, dès les années 20, un « proto-nationalisme nègre » (p. 23). C'est celle aussi d'une immigration qui oscille entre nationalisme et communisme, comme c'est le cas des Vietnamiens ainsi que le montre Thierry Levasseur. Mais aussi des Algériens de France dont l'étude est singulièrement compliquée par quelques facteurs supplémentaires de complexité : par exemple, la valse-hésitation entre « assimilation et séparatisme qui traverse longtemps le mouvement nationaliste algérien » (p. 45) selon Youssef Girard ou encore le rôle complexe de « l'islam dans le nationalisme et l'immigration » (p. 69) algérienne que met en évidence Sadek Sellam.

La seconde époque se situe après les décolonisations et recouvre, globalement, les Trente Glorieuses, période d'immigration économique massive. Changement de repère, changements de combats : ce sont les préoccupations économiques et sociales mais aussi celles liées aux droits des étrangers qui font désormais débat avec, en fil rouge presque constant, la question de l'autonomie par rapport aux groupes militants déjà existants. Ainsi Xavier Vigna montre-t-il quelle fut la tentative qu'il qualifie d'« émancipation des invisibles » (p. 85) menée par les ouvriers immigrés dans les grèves des mois de mai et juin 1968. Une tentative menée notamment au dépend des organisations syndicales comme la CGT ou encore au Parti communiste et destinée à permettre aux immigrés d'exister au-delà de la parole que ces mouvements ont tendance à confisquer. Cette confiscation, même empreinte de bons sentiments, est le *leitmotiv* de l'histoire des immigrés en France et traverse notamment celle des mouvements antiracistes auquel Michelle Zancarini-Fournel consacre une remarquable contribution. Dans celle-ci, elle s'appuie sur l'exemple des « années 68 » définies comme une

séquence allant de la fin de la guerre d'Algérie (1962) à l'élection de François Mitterrand (1981). Une période de « contestation » (p. 113) qui voit le début de l'émergence d'une préoccupation nouvelle : la volonté politique d'éradication de toute forme de discrimination raciale (p. 114), volonté qui fait même l'objet, en 1966, d'une convention internationale accueillie par la ville de New York et qui aboutit à la signature d'une déclaration ratifiée par les membres des Nations Unies. La France tardera quant à elle à apposer sa signature sur le document pour ne s'exécuter que le 1^{er} juillet 1972, en même temps qu'est votée la première loi française spécifiquement destinée à la « lutte contre le racisme » (p. 114). Ce combat est alors essentiellement le fait de certains mouvements chrétiens, mais surtout d'organisations d'extrême gauche, au premier rang desquelles figure la gauche prolétarienne qui peine à laisser s'exprimer une voix spécifiquement immigrée. De la volonté de s'affranchir de cette tutelle naîtra, par exemple, le Mouvement des travailleurs arabe en ligne « directe » des comités Palestine ainsi que le met en évidence Abdellali Hajjat (p. 145 et sq.).

Paternalisme ? Complexité culturelle et influences culturelles mésestimées ou ignorées ? Le fait est que ce sont souvent – le phénomène perdure d'ailleurs partiellement concernant les banlieues – des intervenants extérieurs au monde immigré qui estiment pouvoir parler en leur nom : experts, militants associatifs et politiques... En fait, ils ont favorisé l'autonomisation des mouvements immigrés dans toutes leurs dimensions, y compris, depuis une vingtaine d'années, dans sa dimension confessionnelle. Ce phénomène s'est d'ailleurs développé sans que cela suscite d'abord, au sein même des communautés et même chez les militants laïques, de réelles interrogations. C'est ce que montre, à travers l'étude du développement des « banlieues de l'Islam » (p. 179) la troisième partie du livre, qui couvre grossièrement la période 1990-2008. Là encore, à l'encontre d'idées reçues souvent solidement ancrées dans les consciences, les auteurs montrent que la lecture extérieure faite d'un phénomène aujourd'hui global, la « banlieue », est souvent éloignée de celles que peuvent faire les immigrés, véritables acteurs de cet espace. Un hiatus mis en évidence par le traitement médiatique du développement des associations musulmanes à l'aube des années 90. Dans

l'entretien retranscrit dans l'ouvrage, Boualam Azahoum explique ainsi que les militants des associations musulmanes qui ont essaimé dans les quartiers à compter de cette période n'ont jamais effrayé personne : « Pour ceux qui habitaient dans ces quartiers, ces nouveaux militants, ce n'étaient pas des étrangers : c'était leurs frères, leurs sœurs, leurs voisins » (p. 202). N'empêche : au-delà de l'image médiatique tronquée qui est ici épinglée, de diverses formes de confiscation de la parole qui reculent mais perdurent, l'ouvrage ne décortique trop rapidement les raisons du relatif insuccès des mobilisations immigrées. Car, hormis ceux consacrés, en première partie, aux mouvements indépendantistes, les contributions rassemblées au sein d'*Histoire politique des immigrations (post) coloniales* sont consacrées à des mouvements modestes tels DiverCité, Comité national contre la double peine, Mouvement de l'immigration et des banlieues... Autant de mouvements restant souvent englués dans des problèmes internes, des tensions stériles qui les empêchent également d'occuper la place à laquelle ils pourraient prétendre au sein de l'espace public. Second hiatus.

Ce décalage de nature différente entre volonté affichée d'autonomisation, de prise de parole et de visibilité, notamment médiatique, a eu très récemment tendance être comblé par plusieurs expériences et événements singuliers mais demeuré isolés. Qu'il s'agisse, par exemple, de la crise des banlieues – au sein de laquelle se rejoignent de manière symptomatique, selon Abdellali Hajjat, une profonde « crise du militantisme » et les implications d'une « conscience immigrée affirmée » (p. 249) – où encore l'expérience des Motivé-e-s ; né au moment de la campagne pour les élections municipales à Toulouse en 2001 (p. 265), ces phénomènes sont analysés dans la quatrième et dernière partie de l'ouvrage et tendent à mettre en évidence un fait particulièrement saillant : les divisions au sein même des populations immigrées qu'elles soient la conséquence d'origines différentes, de situations économiques, sociales, culturelles, culturelles diverses ou antagonistes, qu'elles soient le résultat de heurts liés à la question du genre, etc. ; toutes ces divisions l'emportent aujourd'hui sur les facteurs d'unité. Et si ce livre « propose une représentation inédite d'une histoire méconnue », s'il « constitue le premier ouvrage de référence sur le sujet, publié en France » (comme cela est

revendiqué en 4^e de couverture), il constitue peut-être essentiellement un appel très impliqué pour l'ouverture de nouveaux chantiers de recherche au service d'une histoire qui demeure largement à écrire.

Hervé Boggio

CREM, université Paul Verlaine-Metz
h.boggio@melperso.com

Olivier DARD, Bertrand de Jouvenel.

Paris, Perrin, coll. Biographies, 2008, 528 p.

Que reste-t-il de Bertrand de Jouvenel ? Voilà la question à laquelle Olivier Dard, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paul Verlaine-Metz, répond au fil des pages de la biographie très fouillée qu'il livre chez Perrin. Un travail érudit pour lequel l'auteur, qui s'était par le passé déjà intéressé de manière magistrale au *Rendez-vous manqué des relèves des années trente* (Paris, Presses universitaires de France, 2002), a eu accès à de nombreuses archives inédites parmi lesquelles les cahiers que Bertrand de Jouvenel tint durant la majeure partie de son existence. Quelle image, de celle du « passeur d'idées », du théoricien libéral, du républicain sulfureux, un temps séduit par la droite de la droite, Bertrand de Jouvenel a-t-il finalement laissé dans les mémoires ? Sans doute celle du penseur, affirme Olivier Dard au terme d'une démonstration enlevée de quelques 528 pages qui décrit un personnage à l'itinéraire intellectuel pas si « brouillé » (p. 8) qu'on a parfois bien voulu le dire mais qui aura, au contraire, passé sa vie à défricher une problématique unique, celle des crises. S'il est un fil rouge, une cohérence, chez Bertrand de Jouvenel, elle est là assurée l'auteur. Pour le mettre en évidence, Olivier Dard visite l'homme du monde, le journaliste brillant – ce qu'il fut avant tout – mais touche-à-tout selon ses détracteurs, le théoricien politique, l'expert, le créateur de revue mais surtout l'exceptionnel agitateur d'idées.

De la naissance de son sujet en 1903 à sa mort en 1987, l'auteur brosse le portrait d'une figure intellectuelle singulière du XX^e siècle. Bertrand de Jouvenel est « l'enfant unique d'un couple mondain et politique » (p. 15) nous dit-il. Il est biberonné dès son plus jeune âge à la chose politique par son père, rédacteur en chef au *Matin*, qui est alors un quotidien puissant, puis sénateur, ministre, ambassadeur. La mésentente au sein du couple parental est patente, elle marquera